

## Nouveaux Etats membres : quels sont les anciens Etats membres qui investissent le plus ?

vendredi 1er février 2008, par [Pierre VERLUISE](#)

**Citer cet article / To cite this version :**

[Pierre VERLUISE](#), **Nouveaux Etats membres : quels sont les anciens Etats membres qui investissent le plus ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er février 2008.

**Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.**

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse [expertise.geopolitique@gmail.com](mailto:expertise.geopolitique@gmail.com).

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

**En 2005, l'Espagne a été le principal investisseur dans les NEM-12, avec 20% du total des flux d'investissements de l'ex-UE15 dans ces pays. L'Allemagne est le deuxième investisseur en 2005, avec 15% du total des flux d'investissements de l'ex-UE15 dans les NEM-12.**

QUELS SONT LES PAYS de l'ex-UE15 les plus dynamiques dans les nouveaux territoires des l'UE ? Considérons l'angle des investissements directs étrangers (IDE) des États membres de l'ex-UE15 dans les douze nouveaux États membres entrés en 2004 ou 2007.[1] Une récente publication d'Eurostat permet d'avoir un instantané instructif. [2] Notons cependant d'emblée une limite du document : il présente les flux d'IDE pour l'année 2005, mais ne précise pas les stocks précédemment accumulés.

En 2005, l'ex-UE15 a investi 32 milliards d'euros dans les NEM-12. Ce qui représente 17% des flux sortants d'IDE de l'ex-UE15. Il s'agit d'une augmentation de 5 points par rapport à 2004. Pour la troisième année consécutive, la **Hongrie** a été la principale destination des flux sortants d'IDE de l'ex-UE15 dans les NEM-12, avec 11 milliards d'euros. Ce pays peuplé en 2005 de 10,09 millions d'habitants[3] attire à lui seul un tiers du total des flux sortants à destination des NEM-12. Cette croissance des IDE s'explique aussi par la reprise des investissements en **République tchèque**, qui arrive en deuxième position, avec 14% du total. Comme en 2003 et 2004, la **Roumanie** est le troisième pays de destination (12%), avec 3,9 milliards d'euros. La **Pologne**, peuplée de 38,17 millions d'habitants, n'arrive qu'en quatrième position, avec 2,6 milliards d'euros. Rappelons que la Pologne est, de loin, le plus peuplé des 12 États entrés récemment dans l'UE.

Ces douze États constituent un espace peuplé de près de 100 millions d'habitants, où nombre de besoins restent à satisfaire. Il s'agit de marchés en forte croissance, supposés être aux normes de l'acquis communautaire. Ce qui constitue un environnement relativement stabilisé pour les entreprises de l'ex-UE15. Pour l'année 2007, la croissance du PIB est généralement plus forte dans les NEM-12 que dans les pays de l'ex-UE15.

## **Où est passée la 2ème compagnie ?**

La lecture attentive du document cité conduit cependant à s'interroger : où sont les investissements français ? En 2005, l'**Espagne** a été le principal investisseur dans les NEM-12, avec 20% du total des flux d'investissements de l'ex-UE15 dans ces pays. La République tchèque et la Hongrie ont attiré la plus grande partie des investissements espagnols. Cela est remarquable à plus d'un titre. D'abord parce que l'Espagne est un pays moyennement peuplé : 43,03 millions d'habitants. Deuxièmement, parce que l'Espagne se trouve située de manière périphérique par rapport aux pays en question. La distance physique serait-elle moins importante que la distance mentale ?

L'**Allemagne** est le deuxième investisseur en 2005, avec 15% du total des flux d'investissements de l'ex-UE15 dans les NEM-12. Ses flux sont principalement dirigés vers la Hongrie, la Roumanie et Malte. L'étonnant ici est que l'Allemagne - peuplée de 82,5 millions d'habitants - n'occupe pas la première place, compte tenu de ses capacités et de sa proximité géographique avec ces marchés.

La **Belgique** - 10,44 millions d'habitants - arrache en 2005 la troisième place des IDE de l'ex-UE15 dans les NEM-12, avec 13%. Le **Luxembourg**, peuplé de 0,45 millions d'habitants occupe la quatrième place, avec 12%. Ce résultat s'explique par l'importance de ses holdings financières dont les principaux investissements sont à Chypre et Malte. Le **Royaume-Uni** - 60,05 millions d'habitants - obtient alors la cinquième place, avec 10%.

Quant à la **France**, peuplée de 62,5 millions d'habitants, elle n'apparaît tout simplement pas - pour l'année 2005 - dans les cinq premiers investisseurs de l'ex-UE15 dans les NEM-12. Elle se perd dans les « Autres ». Voilà qui est peu flatteur pour un pays qui souhaite - légitimement - peser dans l'UE. Que la France ait attendu 1995 pour réaliser que le Rideau de fer était bien tombé suffit-il à l'expliquer ? Depuis 1995, les investisseurs français sont devenus plus présents, notamment en Pologne ou en Roumanie. On peut espérer qu'une prise en compte des stocks placerait la France de manière plus favorable. Il n'empêche que cet instantané sur 2005 pose question.

PS : Après un entretien complémentaire avec un Conseiller pour le commerce extérieur, il semble que le résultat français s'explique en partie par une stratégie de défiscalisation des IDE français. Autrement dit, des investisseurs français - et non des moindres - passeraient par d'autres pays de l'ex-UE-15, où leur activité est moins imposée, pour investir dans les NEM-12. Leur investissement serait alors comptabilisé au compte de ce pays et non de la France.

Copyright janvier 2008-PS en mai 2008-Verluisse/ [www.diploweb.com](http://www.diploweb.com)

---

Pour la mise en perspective des élargissements de l'Union européenne, **voir aussi le livre** de Pierre Verluisse, *Fondamentaux de l'Union européenne. Démographie, économie, géopolitique*. Préface du recteur G.-F. Dumont. 10 cartes, 28 graphiques, bibliographie, index. Coll. Référence géopolitique. Paris : Ellipses, décembre 2008, 160 p. [Voir](#)

---

## Notes

[1] En 2004 : République tchèque, Estonie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Hongrie, Malte, Pologne, Slovaquie et Slovaquie. En 2007 : Bulgarie et Roumanie. Dans la terminologie de l'Europe communautaire, ce sont les NEM-12.

[2] FOLTETE, Anne et KÄRKKÄINEN Arja, Les investissements directs étrangers de l'UE-15 dans les nouveaux Etats membres continuent d'augmenter, *Statistiques en bref, Economie et finances*, 106/2007, fin de rédaction 28 août 2007, Eurostat, 4 p.

[3] Source : EUROSTAT, base de données, consultation novembre 2007. Toutes les données démographiques mentionnées ici proviennent de cette même source. De façon à être cohérent avec l'année considérée pour les flux d'IDE, à savoir 2005, chaque population mentionnée dans

cet article est celle de 2005.

---

**P.-S.**

Docteur en Géopolitique. Chercheur à l'IRIS.